



**Ils nous exploitent au travail,
ils nous mettent au chômage,
ils nous paient une misère,
Ils organisent notre précarité.
Le gouvernement les aide.**

Avec le pacte de responsabilité, les actionnaires *(qui vivent déjà de notre travail !)* vont encore s'enrichir

30 milliards d'argent public sont privatisés au profit d'une infime minorité. Cela fait des décennies que le patronat bénéficie d'exonérations de cotisations, d'aides publiques, de cadeaux fiscaux, au nom de la lutte pour l'emploi... et le chômage n'a cessé d'augmenter !

Le gouvernement nous vole !

Nous faire payer les 30 milliards de cadeaux au patronat ne suffit pas : le gouvernement y ajoute 20 milliards pour satisfaire au diktat de la Commission européenne qui impose des réductions drastiques du financement des politiques publiques. **50 milliards issus de notre travail nous sont ainsi volés :**

- **18 milliards**, notamment en gelant le point d'indice des fonctionnaires (7 ans de blocage des salaires !) et en supprimant des emplois dans quasiment tous les ministères (encore moins de services publics, ce qui touche de plein fouet les zones rurales et les quartiers les plus pauvres).
- **10 milliards** sur l'assurance-maladie, en restreignant encore notre droit à la santé en programmant une économie de Les populations les plus fragiles seront les plus touchées !
- **11 milliards** sur la protection sociale (hors assurance-maladie) : les allocations familiales, les aides à la garde d'enfant et au logement, les pensions du régime de retraite de base, les retraites complémentaires, ne seront pas augmentées durant au moins 18 mois. Aucun gouvernement n'avait osé une telle mesure !
- **11 milliards** aux Collectivités locales. Les conséquences seront importantes pour le RSA, l'enfance, les personnes âgées, les routes, les transports collectifs, les collèges.

Et il veut nous faire taire !

Dans le prolongement des accords Patronat/CFDT/CFTC, le gouvernement prévoit aussi de s'attaquer au droit syndical et à la représentation des salarié-es en supprimant les Délégué-es du Personnel et les Comités d'Entreprise dans certaines entreprises ! Nous exigeons, au contraire, la généralisation de ces instances dans toutes les entreprises et l'élargissement de leurs prérogatives, notamment le droit de veto pour les représentant-es des travailleurs-ses dans les CE.